Géopolitique

Réseau Multidisciplinaire d'Etudes Stratégiques

TANGUY STRUYE DE SWIELANDE

Chercheur Senior au Centre d'Etudes des Crises et Conflits Internationaux (CECRI – Université catholique de Louvain)
Enseignant aux facultés Universitaires Catholiques de Mons (FUCaM)

# [CAUCASE ET ASIE CENTRALE : LA GUERRE POUR LE CONTRÔLE DU RIMLAND]

Since the end of the Cold War, the Caucasus and Central Asia have been at the centre of a New Great Game. The article presents the policy of the different great powers in the region and the geostrategical and geoeconomical interests they defend.

## Introduction

Seule région au monde où interviennent pratiquement toutes les puissances nucléaires avérées, l'Asie centrale (et en moindre mesure le Caucase) connaît aujourd'hui un intérêt géopolitique sans précédent : la présence de plus en plus intense des Etats-Unis a entraîné une réaction russe, suivie elle-même d'une infiltration chinoise, japonaise et indienne. Aussi bien l'Asie centrale que le Caucase sont composés de pays qui primo sont marqués par une grande diversité ethnique, culturelle et linguistique, qui secundo sont touchés par une certaine instabilité[1], qui tertio, sont encerclés par des grandes puissances (Chine, Iran, Russie, Pakistan, Inde) et qui enfin, appartiennent à cette catégorie de pays instables, susceptibles de permuter facilement d'orbite, c'est-à-dire intégrer ou abandonner un système de réseaux politiques, économiques, culturels et géopolitiques.

## La géopolitique comme point de départ

Chaque pays a tendance à se considérer comme le centre d'un système et même si la réalité est différente, c'est cette perception, cette représentation qui structure les comportements géopolitiques. Contrairement à l'Europe, les États-Unis se caractérisent par une géopolitique de l'insularité. Leur situation privilégiée oriente, par conséquent, leur rapport au monde vers un problème de projection et d'environnement global. Il n'est donc pas étonnant que l'école anglo-saxonne de la maîtrise des mers n'ait cessé d'inspirer les Américains dans leur conception du monde depuis le début du XIXe siècle. Trois géopoliticiens marquent principalement ce courant : les Américains Alfred Thayer Mahan (1840-1914) et Nicholas Spykman (1893-1943) et l'Anglais Halford J. Mackinder (1861-1947).

La pensée de Mahan peut se résumer à la phrase du navigateur W. Raleigh, à la fin du XVIe siècle : « *Qui tient la mer tient le commerce du monde, tient la richesse du monde : qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même* »[2]. Mahan plaidera par conséquent pour que les États-Unis maîtrisent de manière stratégique les océans. Afin d'atteindre cet objectif, il convient selon lui non seulement de s'assurer de points d'appui dans les détroits et le long des routes maritimes, mais également de construire une flotte qui puisse être visible sur toutes les mers et capable de se déplacer rapidement vers les points stratégiques. Étant donné que d'un continent à un autre, la projection stratégique est quasi toujours indirecte, il faut posséder ou conquérir les îles qui encerclent le continent sur lequel on veut se projeter. La thèse défendue par Mackinder est celle du principe de « pivot ». C'est autour du pivot, du cœur du monde (Heartland) que s'articulent toutes les dynamiques géopolitiques de la planète. En pratique le cœur du monde correspond à l'Eurasie, notamment la Russie, la Sibérie, le Caucase et la partie de l'Europe Orientale. Autour de cet épicentre s'étend le croissant intérieur (Inner Crescent), composé de la Sibérie, de la chaîne de l'Himalaya, des déserts de Gobi, du Tibet et de l'Iran. A la périphérie de ce croissant il y a les Coastlands, à savoir l'Europe de l'Ouest, le Moyen-Orient, l'Asie Centrale et l'Asie du Sud-Est. Au-delà de ces derniers, des systèmes insulaires (Outer Crescent) viennent compléter l'encadrement du Heartland (Grande-Bretagne, Japon). Enfin, l'ultime demi-cercle (Insular Crescent) est composé des États-Unis, de

---

[1] Ossétie du Sud, Abkhazie, Haut-Karabagh, Vallée du Ferghana, etc.

[2] Moreau -Defarges, Ph., *Introduction à la géopolitique*, Paris, Seuil, 1994, p.49.

l'Afrique et de l'Australie[3]. Dès lors, pour Mackinder : « *Celui qui domine l'Europe de l'Est commande le Heartland. Celui qui domine le Heartland commande l'Ile-Monde. Celui qui domine l'Ile-Monde commande le Monde* ». La crainte nourrie par Mackinder est dans ces conditions d'assister à l'émergence d'une puissance continentale qui se développerait jusqu'à accéder aux mers. Aussi, les puissances insulaires n'ont-elles d'autre choix que de mettre en place une alliance pour contrer toute ambition hégémonique d'une puissance eurasienne.

Contrairement à l'approche de Mackinder, Spykman considère toutefois la zone pivot, le Rimland, c'est-à-dire la région intermédiaire entre le Heartland et les mers riveraines. C'est dans cette zone du Rimland que se joue le vrai rapport de forces entre la puissance continentale et la puissance maritime. Il faut, par conséquent, à tout prix éviter l'union du Rimland et du Heartland, car pour Spykman : « *Celui qui domine le Rimland domine l'Eurasie ; celui qui domine l'Eurasie tient le destin du monde entre ses mains* »[4]. Spykman était persuadé que si la puissance maritime était en mesure d'organiser et de soutenir les peuples du Rimland pour qu'ils bloquent la marche vers les mers de la puissance continentale, la conquête du monde par la puissance du Heartland demeurerait impossible. La politique d'endiguement découle d'ailleurs de la pensée de Spykman. Le contrôle du Rimland et des mers par une puissance maritime n'est cependant pas synonyme de contrôle du Heartland, mais signifie l'impossibilité d'une domination du monde par le Heartland.[5] Z. Brzezinski, ancien Conseiller pour la sécurité nationale du Président Carter, est probablement celui qui, ces dernières années a le mieux résumé cette importance de la géopolitique. Il considère que l'Eurasie demeure l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté globale. Afin de préserver son statut, l'Amérique doit en conséquence s'assurer qu'aucune puissance unique ne prenne le contrôle de ce grand échiquier sur lequel se joue la puissance mondiale[6].

## La percée américaine

### Le retour de la stratégie de l'endiguement

Depuis la fin de la guerre froide, les Etats-Unis ont à plusieurs reprises tenté de pénétrer cette région, pendant long temps une chasse gardée soviétique. Malgré une certaine influence dans la région durant les années 90, les Etats-Unis commençaient à perdre leur ascendant dans certaines parties de l'Asie centrale au début de ce siècle. A preuve, successivement, la signature en avril 2001 d'un accord entre la Russie et le Tadjikistan sur la création d'une base aérienne, la vente d'armes russes à l'Ouzbékistan, la consolidation du rôle du Shanghai Five[7] (devenu le Shanghai Cooperation Organization depuis l'adhésion de l'Ouzbékistan en juin 2001), la signature du traité sino-russe

[3] Chauprade, A., *Introduction à l'analyse géopolitique*, Paris, Ellipses, 1999, p.31; Moreau-Defarges, Ph., *Introduction à la géopolitique*, Paris, Seuil, 1994, p.51.

[4] Chauprade, A., *op.cit*, p.35.

[5] Gray, C., *The Geopolitics of the Nuclear Era*, New York, Crane, Russak & Co, 1977, p.15.

[6] Lire à ce sujet, Brzezinski, Z., *The Grand Chessboard*, New York, Basic Books, 1997.

[7] Cf. infra

(Treaty on Good-Neighborly Relations Friendship and Cooperation), le rapprochement entre le Kazakhstan et la Russie pour l'exploitation des réserves pétrolières, etc. Les Etats-Unis essaieront bien de leur côté, de renforcer leurs rapports avec les républiques de l'Asie centrale et du Caucase par le biais du partenariat pour la paix de l'OTAN, mais sans grand succès. La situation dans la région semblait dès lors évoluer dans le sens d'une domination sino-russe (et iranienne) en Asie centrale.

Le 11 septembre, et la riposte qui suit change toutefois la donne. Depuis, il s'avère que Washington ait fait un retour remarqué dans les régions de l'Asie centrale et du Caucase. La déroute des Taliban et l'engagement militaire et politique américain dans la région ont fait voler en éclat la stratégie de nombreux pays (Russie, Iran, Pakistan, Arabie Saoudite,… mais également Al Qaeda[8]). L'équation apparaît s'inverser donc après Enduring Freedom, les Etats-Unis ayant à présent l'occasion de restructurer la région s'étendant du Golfe au Pakistan et aux confins de la Russie. Washington va avant tout clairement renforcer sa position dans la région du Caucase et cela de manière aussi bien bilatérale que multilatérale.

L'Azerbaïdjan offre un intérêt stratégique particulier à Washington en raison de son voisinage avec l'Iran, sa fenêtre sur l'Asie centrale, sans parler de la question des ressources énergétiques[9]. Les restrictions imposées depuis 1992 par le Congrès américain à l'égard du pays ont été levées par le président Bush le 25 janvier 2002. Désormais, l'Azerbaïdjan bénéficie d'une aide militaire de Washington au titre des financements militaires étrangers (FMF, Foreign Military Financing) et des programmes de formation militaire (IMET, International Military Eduction and Training). Les Etats-Unis ont aussi fait des études approfondies des pistes d'atterrissage de plusieurs aéroports (Kyurdamir, Nasosny et Gala) et ont commencé l'installation de radars mobiles à Sanchagal. Washington a également nommé, en avril 2004[10], l'ambassadeur Steven Mann au poste de négociateur spécial pour le Haut-Karabagh et les conflits eurasiens[11], signalant ainsi la volonté à réactiver les pourparlers dans la région[12]. La résolution du conflit du Haut-Karabakh et d'autres dans

[8] Selon les informations recueillies par le journaliste A. Khokhlov, l'assassinat de Massoud quelques jours précédents les attentats du 11 septembre, avait un objectif bien précis. L'objectif après la mort de Massoud était de prendre le Nord de l'Afghanistan en quelques semaines et ensuite progresser vers l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan en s'appuyant sur les extrémistes de ces pays. L'alliance du Nord décapitée de son chef aurait été incapable de résister et la riposte américaine aurait été rendue bien plus complexe. Ce dessein a échoué car les deux kamikazes ont tardé à pouvoir s'approcher de Massoud. (Khokhlov, A., « Le 11 septembre le plan de ben Laden avait déjà échoué », in *Courrier International*, n° 574, 31 octobre au 7 novembre 2001, pp.11-12.)

[9] Cf. infra

[10] Luft, G., « Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline: not yet finished and already threatened », Institute for the Analysis of Global Security, November 4, 2004.

[11] Une preuve supplémentaire de l'intérêt porté à l'Asie est le fait que la division du département d'Etat ayant la responsabilité de la politique envers le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Turkménistan est passée du Bureau des Affaires européennes et eurasiennes au bureau des Affaires sud-asiatiques.

[12] Jafalian, A., « Arménie/ Etats-Unis : les épreuves de la coopération », in *Caucaz.com*, 18 janvier 2005.

la région sont par conséquent une priorité de Washington afin de réaliser ses objectifs stratégiques dans le Caucase. Car l'Azerbaïdjan joue un rôle crucial dans la volonté non seulement de freiner les avancées russes, mais surtout dans l'endiguement de l'Iran. L'Azerbaïdjan fait planer de surcroît sur l'intégrité territoriale de l'Iran un danger, le pays ayant une minorité azéri importante et craignant ainsi la naissance du « Grand Azerbaïdjan ». Trois autres points de discorde sont encore à mentionner entre les deux pays : le partage juridique de la Caspienne[13], la divergence idéologique entre les deux régimes et le conflit avec l'Arménie sur le sort du Haut-Karabakh[14].

L'aide militaire à la Géorgie a été augmentée après le 11 septembre 2001. Et dès 2002, des conseillers militaires américains seront déployés en Géorgie dans le cadre du US Georgian Train and Equip Program, afin de lutter officiellement contre les mouvements islamistes qui utilisent la Géorgie comme base arrière pour attaquer la Tchétchénie et le Daguestan dans la vallée du Pankisi. Depuis lors la coopération militaire entre les deux pays s'est fortement développée à travers le Sustainability and Stability Operation Program[15]. Il s'agit pour les Américains de laisser une emprunte dans la région aussi bien pour des raisons économiques que stratégiques. Le nouveau président géorgien Mikhaïl Saakachvili, arrivé au pouvoir après « la révolution des roses » fin 2003, est par conséquent fortement courtisé par les Etats-Unis. C'est également après une forte pression exercée par Washington, que Moscou et Tbilisi ont conclu un accord fin mai 2005 sur le démantèlement des bases russes en Géorgie. Les quelques 3000 forces russes devraient avoir quitté le pays avant fin 2008. La Russie redéploiera ses forces à Vladikavkaz, capitale de l'Ossétie du Nord et probablement au Daguestan. Deux brigades de chasseurs alpins seront toutefois postées à la frontière, pour éviter des infiltrations de terroristes[16]. Face au rapprochement de la Géorgie avec les Etats-Unis et l'Europe, la Russie a pris certaines mesures dont par exemple l'interdiction des produits géorgiens (en particulier les vins géorgiens) sur le marché russe.

---

[13] La Caspienne doit-elle être considérée comme une mer (Position défendue par l'Azerbaïdjan) ou un lac (Position défendue par l'Iran). Si un lac, les matières premières situées sous la Caspienne doivent être équitablement réparties entre les pays riverains. Si une mer, alors on applique la zone économique exclusive (370 km à partir du littoral et les zones sont réparties en fonction de la façade littorale de chaque pays. Or une série de gisements sont situés dans des zones contestées par plusieurs pays riverains comme celui d'Alov revendiqués par l'Azerbaïdjan, l'Iran et le Turkménistan, ou ceux de Chirag et Kiapaz, par l'Azerbaïdjan et le Turkménistan. Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan, la Russie et le Kazakhstan défendent le principe de la « mer », alors que le Turkménistan et l'Iran privilégient le statut de « lac ». (Source : *la documentation française*)

[14] « *L'Azerbaïdjan est dirigé par des élites politico-intellectuelles très attirées par le modèle et les valeurs de l'Occident, auquel d'ailleurs il appartient par le biais du Conseil de l'Europe, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et d'une relation privilégiée avec les Etats-Unis. En face, le caractère islamique des institutions iraniennes et l'anti-américanisme, voire même l'anti-occidentalisme, de la politique de Téhéran depuis 1979 rendent difficile la bonne entente entre les deux pays qui disposent pourtant d'une frontière commune d'environ 560 km (y compris avec la province autonome du Nakhitchevan)*». (Bayram Balci, « Azerbaïdjan-Iran : la mésentente cordiale persiste, malgré le réchauffement en cours », Article paru dans l'édition du 23/04/2006 de Caucaz.com).

[15] de Haas M., Tibold A., Cillessen, V., *Geo-strategy in the South Caucasus, Power Play and Energy Security of States and Organisations*, Clingendael Institute, November 2006, p.48.

[16] « La Russie a commencé l'évacuation de ses deux bases militaires en Géorgie », in *Le Monde*, 17 juillet 2006.

Outre la Géorgie et l'Azerbaïdjan, les Etats-Unis s'intéressent de plus en plus à l'Arménie. Depuis 1992, le gouvernement arménien a bénéficié d'une aide financière substantielle de la part de Washington. Après les attentats du 11 septembre la coopération militaire entre l'Arménie et les Etats-Unis s'est intensifiée, avant tout dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Les deux pays ont également conclu un accord de coopération militaire en avril 2004. L'Arménie fait par ailleurs partie du Partenariat pour la paix de l'OTAN, mais n'est actuellement contrairement à la Géorgie et l'Azerbaïdjan pas intéressée à devenir membre de l'OTAN. Les problèmes pendants avec l'Azerbaïdjan et la Turquie compliquent de toute façon l'adhésion de l'Arménie à l'OTAN. Erevan œuvre cependant de plus en plus activement pour un rapprochement entre l'Arménie, l'UE et l'OTAN tout en se prononçant pour le partenariat avec la Russie[17]. Malgré l'influence du très puissant lobby pro-arménien aux Etats-Unis, les Etats-Unis ne sont cependant jusqu'à présent pas parvenus à remplacer l'influence russe dans le pays et l'Arménie continue à entretenir des liens historiques et privilégiés avec la Russie, ainsi qu'avec l'Iran[18]. Pour l'Arménie, chrétienne, en froid avec la Turquie et avec l'Azerbaïdjan, l'Iran est une alternative intéressante. Les bonnes relations arméno-iraniennes posent d'ailleurs de sérieux problèmes aux Etats-Unis, aussi le rapprochement entre les Etats-Unis et l'Arménie s'explique également par une volonté de contenir et d'isoler encore plus l'Iran[19].

Washington encourage dans la région du Caucase également des initiatives régionales. Elle compte en particulier sur GUAM. Cette dernière est issue de l'ancienne GUUAM, composée de la Georgie, de l'Ukraine, de l'Ouzbékistan, de l'Azerbaïdjan et de la Moldavie et dont la création remonte à octobre 1997 (Communiqué de Strasbourg)[20]. Elle avait à l'origine une vocation économique et politique (= indépendance envers la Russie), laquelle donnait également l'occasion à Washington d'accroître son influence dans la région de façon officielle, puisqu'il existait depuis décembre 2000, un « cadre consultatif GUUAM-Etats-Unis » au niveau des ministres des Affaires étrangères. Mais GUUAM formait surtout le symbole du basculement de ces pays dans la sphère d'influence américaine, car l'organisation se caractérisait principalement par un manque de cohérence, de prise de décision et

[17] « La Russie vue par la presse de la CEI et des pays baltes », *Ria Novosti*, 07/ 11/ 2005.

[18] Chauffour, C., « Faut-il s'attendre à l'installation d'une base militaire américaine en Azerbaïdjan ? », *Caucaz.com*, 04/10/2005.

[19] Moscou reste encore très présente en Azerbaïdjan. En janvier 2002, le Président Aliev évoque le « partenariat stratégique » entre l'Azerbaïdjan et la Russie, qui se traduit dans la pratique par l'exploitation conjointe de la station radar de Gabala. En vertu de l'accord, l'Azerbaïdjan concède à la Russie le droit de louer la station pendant une durée de dix ans, au coût de sept millions de dollars par an. Un an plus tard, en février 2003, un accord de coopération militaire est signé entre les deux parties, comprenant la vente d'armes, la formation des militaires par l'armée russe[19]. L'Arménie reste encore fortement sous l'influence de la Russie. Ainsi Moscou et Erevan ont signé un accord de coopération militaire en novembre 2003, mettant à disposition des forces russes des bases militaires arméniennes. Les Russes en échange entraînent les forces arméniennes et leur fournissent du matériel militaire. La Russie veille à maintenir une certaine instabilité en Azerbaïdjan (Haut-Karabakh) et en Georgie (Ossétie du Sud, d'Abkhazie et d'Adjarie) afin de freiner l'alliance Bakou-Tbilissi-Washington et de promouvoir l'alliance Moscou-Erevan-Téhéran.

[20] Coopération avec l'OSCE et l'OTAN (Partenariat pour la Paix).

de continuité. Depuis les tensions entre l'Ouzbékistan et les Etats-Unis[21] en 2005, l'organisation aura du plomb dans l'aile. Si l'Ouzbékistan quittera GUUAM en 2005, les membres restant renforceront leurs liens en créant une nouvelle organisation : GUAM, qui en mai 2006 est devenue une organisation régionale officielle avec un secrétariat général basé à Kiev. GUAM, forme de cette façon une nouvel espace géopolitique prenant ses distances par rapport à la Russie et se rapprochant de l'UE et de l'OTAN. L'organisation s'intéresse au terrorisme, au crime organisé, au trafic de stupéfiants, à la sécurité énergétique (réaliser un couloir énergétique eurasien, évitant la Russie) et à la stabilité en Mer Noire. Dans ce contexte GUAM pourrait prochainement s'ouvrir à la Roumanie et à la Bulgarie. La Georgie, la Moldavie et l'Ukraine ont également fondé le Commonwealth of Democratic Choice (CDC)[22].

Tout cela à la grande fureur de la Russie qui n'a pas hésité à utiliser le gaz comme arme politique envers certains de ces pays début 2006 car la Communauté du choix démocratique et le développement de GUAM renforcent la position des Etats-Unis en Mer Noire. Un rôle clé est d'ailleurs réservé à l'Ukraine[23]. L'Ukraine, qui détient le deuxième plus grand réseau de gazoducs et d'oléoducs au monde, après la Russie, se positionne entre la Russie et les institutions européennes et atlantiques. Depuis la révolution orange en 2004, le pays connaît toutefois une grande instabilité politique, qui a entraîné la chute du gouvernement en 2007 et de nouvelles élections auront lieu fin septembre 2007. Cela étant, il est probable que géopolitiquement l'Ukraine va suivre sa propre course, probablement plus pro-occidentale que par le passé, mais en évitant de se mettre la Russie à dos.

L'influence occidentale dans la région est toutefois encore plus conséquente et cela à travers une série d'autres initiatives. Le Forum de la Mer Noire (Black Sea Forum), initié par la Roumanie se veut être une structure de défense de la Mer Noire (sécurisation des frontières, échange d'informations, surveillance, etc.). Les stratégies européennes et américaines en Mer Noire se trouvent évidemment en concurrence avec les objectifs et intérêts russes. Si durant toute la guerre froide, la Mer Noire a donc formé une Mare nostrum soviétique, aujourd'hui il y a un autre pays qui s'inquiète de ces évolutions, à savoir la Turquie.

La Turquie est considérée comme un allié pivot dans le redéploiement de la puissance américaine et du nouvel ordre global aussi bien en Europe (shaping Europe, effet d'entraînement vers le Grand Moyen-Orient), qu'en Asie (influence de la Turquie versus l'Iran, la Russie et la Chine, dans le Caucase et en Asie Centrale)[24] et au Moyen-Orient (relation stratégique avec Israël, à terme Jordanie et

[21] Cf. infra

[22] Le CDC se donne comme objectif de réunir tous les Etats démocratiques allant de la Mer Baltique à la Mer caspienne en passant par la Mer noire.

[23] Le stationnement de la Flotte russe en Crimée devient également un point d'achoppement entre Kiev et Moscou, les premier craignant un ancrage éternel de la flotte russe.

[24] Panturquisme pour contrebalancer les influences saoudiennes, pakistanaises et iraniennes. (L'islam post-soviétique sous influence étrangère ? [4/5], in *Caucaz.com*, 04/10/2005).

Irak)[25]. En juillet 2006, la Turquie et les Etats-Unis présenteront le document « Shared Vision Document ». La raison d'être de ce document est à resituer dans les relations tendues qu'ont connu les deux pays depuis le refus turc d'accepter la présence de la 4ème division de l'armée de terre américaine sur son territoire lors d'Iraqi Freedom. Dans le document les deux pays s'engagent à collaborer dans les domaines du terrorisme, de la sécurité énergétique et dans les dossiers iraniens et irakiens. Le document a surtout une valeur symbolique qui mettra un terme à 3 ans de tensions. Malgré cela, la Turquie est en train de réexaminer en profondeur son orientation géostratégique, aussi bien par rapport à l'Europe qu'aux Etats-Unis et cela en raison de ces intérêts dans la région. Aussi la Turquie voit-elle dans la Russie un partenaire intéressant. Pour F. Hill et O. Taspinar : « *la motivation principale semble être un sentiment de frustration partagé à l'égard de l'Ouest'. C'est particulièrement visible depuis 2003 : les déceptions russes et turques vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Europe, leur volonté commune d'éviter l'implication des Américains et des Européens dans le Caucase, ainsi que la contestation de la politique américaine dans le Moyen-Orient, ont contribué au rapprochement russo-turc* »[26]. La Turquie a lancé en partenariat avec la Russie, l'Eurasia Action Plan fin 2001, chacun promettant de réduire l'activité de Tchéchènes et des Kurdes sur leur territoire respectif, point réaffirmé lors d'un sommet bilatéral en juillet 2005 (s'opposant au séparatisme et droit d'ingérence). Toujours dans le cadre de l'Eurasia Action Plan, les deux pays intensifient dès 2001 également le dialogue sur les questions de sécurité en Mer Noire. En 2006, la Russie et la Turquie ont par exemple tenu des exercices maritimes communs en Mer Noire (Harmonie de la Mer Noire). Les deux s'opposent encore à toute présence navale de l'OTAN en Mer Noire, à l'image de l'opération otanienne Active Endeavour en Méditerranée. La Roumanie, la Bulgarie, la Géorgie et l'Ukraine soutiennent par contre la proposition d'élargir la mission de l'OTAN à la Mer Noire. Afin de garder son contrôle sur la Mer Noire la Turquie, de sa propre initiative créera le BLACKSEAFOR, un Task Force naval, comprenant la Bulgarie, la Georgie, la Roumanie, la Russie et l'Ukraine. Dans la même lignée la Turquie lancera en 2004 le Black Sea Harmony, dont la tâche en Mer Noire est la même que la mission otanienne Active Endeavor, évitant ainsi une présence otanienne, bien que le programme soit en liaison avec le commandement otanien. Pour la Turquie la question de la Mer Noire, et en particulier de ses détroits (Bosphore et Dardanelles) fait partie de ses priorités politiques. Sa politique s'appuie sur la Convention de Montreux de 1936, qui définit juridiquement le passage entre la Mer Egée et la Mer Noire. La Convention interdit encore aux navires de guerre, n'appartenant pas à un Etat ayant une frontière sur la Mer Noire de stationner plus de 21 jours en Mer Noire. La Turquie s'inquiète surtout de la situation volatile dans la région du Caucase et ne désire pas y ajouter la Mer Noire en y interrompant l'équilibre. La Turquie veut maintenir le contrôle sur les détroits afin de maintenir l'équilibre en place depuis 1936, lequel pourrait être remis en cause

---

[25] Bédar, S., « Les Etats-Unis et l'ordre global multipolaire », Observatoire de la stratégie américaine 2003, Rappot final, Centre Interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d'Etudes Stratégiques, CIRPES-GRISP, Février 2004, p.171.

[26] Hill, F. et Taspinar, O, « La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le statu quo ? », in *Russie.Nei.Visions*, n°8, janvier 2006.

par une trop grande présence otanienne[27]. La Turquie suit donc de plus en plus une course autonome, qui à terme pourrait entraîner des tensions fortes avec l'Europe et l'Otan, en particulier s'il n'y pas un dialogue plus constructif de la part des Européens.

Il existe, enfin, l'organisation Black Sea Economic Cooperation (BSEC) créée en 1992, mais entrée en fonction en 1999. Elle comprend en 2007, 12 membres (Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Georgie, Grèce, Moldavie, Roumanie, Russie, Turquie et Ukraine). Les Etats-Unis y ont depuis 2006 un statut d'observateur. Elle promeut la coopération dans les domaines économiques et sécuritaires (crime organisé, terrorisme, etc.) [28]. Dans les faits cela reste une organisation faible car il existe des tensions entre certains des pays membres (Arménie-Turquie, Arménie-Azerbaïdjan, Russie-Georgie, etc.) et qu'elle est fortement concurrencée par l'UE et son initiative de Politique européenne de voisinage (PEV)[29].

En définitive on observe que la Mer Noire et les trois pays caucasiens forment le maillon qui permet de relier les Etats-Unis aux républiques d'Asie centrale.

En Asie centrale, le principal allié des Etats-Unis est le gouvernement afghan du président Karzai. Fin mai 2005 Washington et Kaboul ont d'ailleurs signé un accord (un partenariat stratégique) sur les modalités de la présence américaine dans le pays dans les années à venir. Par cet accord Washington compte bien renforcer sa position dans la région vis-à-vis des autres puissances régionales (Chine, Iran, Pakistan) et maintenir un œil sur la progression de l'islamisme radical. Washington a par contre connu un sévère revers dans la région avec l'Ouzbékistan en 2005. Washington avait en effet émis de fortes critiques à l'égard du président ouzbèk Islam Karimov après la répression du soulèvement d'Andijan, laquelle aurait fait plus de 700 morts. Suite à ce qu'il a considéré comme une intervention dans les affaires intérieures de son pays Karimov a demandé fin juillet 2005 aux forces américaines de quitter le territoire endéans les six mois. Encore en juillet 2005, une déclaration adoptée à l'issue du sommet d'Astana de l'Organisation de coopération de Shanghai demandait aux États-Unis à établir un calendrier pour le retrait de leur présence militaire de toute l'Asie centrale[30]. Si Washington, ne pourra rien entreprendre pour maintenir sa présence militaire en Ouzbékistan, elle est cependant parvenue à maintenir sa présence militaire au Tadjikistan et en Kirghizistan et cela malgré des pressions chinoise et russe sur ces pays. Après plus d'un an de négociations fastidieuses, les Etats-Unis et le Kirghizistan sont parvenus ainsi à un accord pour maintenir la présence américaine sur la base de Manas, qui se retrouve à quelques kilomètres des bases russes. En

[27] Kiniklioglu, S., "Turkey's Black Sea : Strategic Interplay at a Critical Junction", in Asmus R.D. (Edit.), Next *Steps in Forging a Euroatlantic Strategy for the Wilder Black Sea*, Washington, The German Marshall Fund, 2006., pp. 57 et s.

[28] Simon, J., "Black Sea regional Cooperation: Building Brigdges and Barriers" in Asmus R.D. (Edit.), Next *Steps in Forging a Euroatlantic Strategy for the Wilder Black Sea*, Washington, The German Marshall Fund, 2006., pp. 85 et s.

[29] de Haas M., Tibold A., Cillessen, V., *Geo-strategy in the South Caucasus, Power Play and Energy Security of States and Organisations*, Clingendael Institute, November 2006, p.41.

[30] *Le Monde*, 6 juillet 2005.

contrepartie les Etats-Unis injecteront 150 millions de dollars dans l'économie du pays dans les prochaines années. La base de Manas au Kirghizstan forme ainsi encore la principale base américaine dans la région (à l'exception des bases américaines en Afghanistan) située, en parenthèse à moins de 300 km de la Chine.

Depuis que Washington a perdu son influence en Ouzbékistan, les Etats-Unis essaient toutefois de se rapprocher du Kazakhstan. Les visites de C. Rice en novembre 2005 et ensuite du vice-président D. Cheney ont montré un intérêt particulier porté par Washington à cette république de l'Asie centrale, quelque peu délaissée auparavant par la diplomatie américaine. Aussi le régime de Nazarbayev est fortement courtisé (bien que critiqué pour son manque de démocratie), car Washington en mesure l'importance régionale. Si Washington avait par le passé déjà conclu avec le Kazakhstan des accords sur l'entraînement des forces kazakhes, sur la livraison d'équipement et également cofinancé le développement d'une base militaire dans le port d'Atyrau (Mer Caspienne), on a pu observer début 2006 un rapprochement entre l'OTAN et le Kazakhstan à travers l'Individual Partnership Action Plan (IPAP). En septembre 2006, le Kazakhstan accueillera par ailleurs sur son territoire l'exercice militaire Step Eagle auquel participeront entre autres les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la Turquie. Ce regain d'intérêt ne s'explique pas seulement par la perte de l'Ouzbékistan mais également par le renforcement des positions chinoises depuis 2005 dans la région à travers l'Organisation de coopération de Shanghai[31]. Il faudra cependant voir si ce dialogue naissant sera suivi dans les prochains mois par des actions sur le terrain, ce qui n'est pas certain[32]. Le Kazakhstan tend en outre à monter la Russie, la Chine et les Etats-Unis les uns contre les autres, pour son plus grand profit. Astana figure, à la fois, parmi les membres de l'Organisation de coopération de Shanghai, parmi ceux de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective et renforce ses liens avec l'OTAN[33]. Elle fait parti ainsi de trois sphères d'influence différentes, la mettant dans une position de marchandage très avantageuse, mais également délicate[34]. Le Kazakhstan se rapproche également fortement de l'Ouzbékistan dans les domaines militaires et techniques pour lutter contre le terrorisme et le trafic de drogue. Le Kazakhstan veut à tout prix éviter une déstabilisation de son pays par des mouvements islamistes radicaux venant de l'Ouzbékistan en particulier de la vallée du Ferghana.

Les États-Unis promeuvent encore pour la région un partenariat de développement de coopération, comprenant les membres suivants: les cinq pays de l'Asie centrale et l'Afghanistan, l'Inde et le Pakistan en tant que participants externes. L'objectif est de rapprocher l'Asie centrale à l'Asie du Sud. Le département d'Etat a d'ailleurs réorganisé son bureau d'Asie du Sud de telle façon à y inclure l'Asie centrale. Cette initiative se veut être un concurrent direct du CSTO (sous influence russe) et de l'Organisation de coopération de Shanghai (sous influence chinoise). Bien que la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Arménie et la Biélorussie concluront un traité de sécurité

[31] Cf. infra

[32] Cf. infra l'accord énergétique conclu au mois de mai entre le Turkménistan, le Kazakhstan et la Russie.

[33] François, R., « Le Kazakhstan s'invite dans la cour des grands », Dépêche publiée le 26/03/2006 (www.caucaz.com).

[34] Il faut se demander si le Kazakhstan (qui a des réserves prouvées importantes) pourra dans les années à venir remplir ses engagements énergétiques par rapport à la Chine, aux Etats-Unis, à l'Europe et la Russie.

collective en 1992, il faudra attendre le 14 mai 2002 pour que les pays établissent une collaboration plus prononcée, laquelle se traduira par la création de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) (Collective Security Treaty Organization/CSTO)[35]. Quelques mois plus tard, en octobre 2002, l'OTSC établira une force de réaction rapide pour l'Asie centrale, avec une composante aérienne à la base de Kant (Kirghizstan)[36]. L'objectif premier du CSTO est d'adresser les dilemmes sécuritaires (en particulier le terrorisme) et de garantir l'intégrité territoriale des Etats membres. Selon les règles établies par le CSTO, s'il y a une menace d'agression envers un des membres, les autres membres peuvent les assister, y compris militairement[37]. L'objectif caché est de freiner l'influence occidentale dans la région et éviter de nouvelles révolutions à l'image de celles en Ukraine, Georgie et au Kirghizstan. Parallèlement le CSTO veut collaborer avec la coopération de Shanghai, l'UE et l'OTAN dans la lutte contre le terrorisme[38]. L'Organisation de coopération de Shanghai, née en 1996 est composée pour sa part du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan, de la Chine et de la Russie. Au moment de sa création beaucoup estimaient qu'elle formerait rapidement l'embryon d'une nouvelle alliance stratégique. Aujourd'hui, elle sert principalement les intérêts chinois dans la région[39]. Cela étant, si les pays de l'Organisation de Coopération de Shanghai ont des intérêts communs (mesures antiterroristes, non-ingérence dans les affaires internes, surveillance des frontières, etc.), ils restent divisés, inspirés par des intérêts stratégiques différents.

L'objectif est en définitive de priver la Russie et la Chine d'accès aux mers chaudes (la Méditerranée et l'Océan Indien) et donc aux différents détroits. Pour A. Del Valle : « *Il faut à nouveau contenir (contain), refouler (roll back) et réduire la Russie à sa plus simple expression. En un mot, ôter à l'espace russo-orthodoxe ex-communiste l'essentiel de sa profondeur stratégique : dans le Caucase (d'où la révolution démocratique géorgienne) ; dans le sud de l'Europe orientale et les Balkans (démantèlement de l'ex-Yougoslavie, révolution démocratique moldave, etc.); dans l'espace slavo-catholique (encouragement du nationalisme ouest-ukrainien) ; et en Asie centrale où, à la faveur de l'extension de l'Otan puis de l'opération en Afghanistan, les militaires américains sont désormais maîtres du terrain* »[40]. La volonté de contenir l'influence russe, pour empêcher la renaissance d'une puissance impériale, n'interdit toutefois pas de faire de la Russie une puissance régionale à part

[35] Bien que l'Ouzbékistan a réintégré la CSTO en 2006, la Russie et l'Ouzbékistan avaient déjà signé un traité d'alliance en novembre 2005, qui comprend une aide mutuelle dans le cas d'une agression contre un des deux Etats par un pays tiers.

[36] Wishnick, E., Strategic Consequences of the Iraq War: U.S. Security Interests in Central Asia Reassessed, Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, May 2004.

[37] La Force collective de déploiement rapide de l'OTSC s'est estimée prête après le déroulement d'exercices collectifs entre le 12 et le 16 décembre 2005.

[38] Il y a également la Communauté Économique Eurasienne (CEE) qui est une organisation des Etats de la Communauté des États indépendants (CEI), comprenant la Biélorussie, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, la Moldavie, l'Ukraine, l'Arménie et l'Ouzbékistan.

[39] Cf. Infra

[40] A. del Valle, « Pan-occidentalisme », in *Politique Internationale*, hiver 2005.

entière et, dès lors un partenaire fiable[41]. L'importance de l'Asie centrale et du Caucase pour Washington s'explique de la sorte en termes d'enjeux géopolitiques de lutte plus complexe pour le contrôle du Rimland ; l'Ukraine, le Caucase, l'Asie centrale, l'Afghanistan, le Pakistan, etc. Il s'agit pour Washington de poursuivre son ancienne doctrine de l'endiguement. La présence dans la région de nombreuses grandes puissances n'a cependant pas amélioré le processus démocratique. En opposant les intérêts des grandes puissances, de nombreux gouvernements de la région, avec en tête l'Ouzbékistan, en ont profité au nom de la lutte antiterroriste à renforcer leur pouvoir autoritaire en réprimant toute forme d'opposition.

### L'enjeu énergétique

La présence américaine dans ces régions ne se réduit cependant pas à une question géostratégique mais comprend également un volet géoéconomique. Au centre de l'Asie centrale et du Caucase, il y a la Mer Caspienne. Elle abrite de très importants gisements d'hydrocarbures. Les réserves pétrolières prouvées correspondraient à plus ou moins 5 à 8 % des réserves prouvées[42]. Les réserves estimées y seraient de 100 milliards de barils, bien que les estimations varient continuellement. Les gisements sont essentiellement répartis en Azerbaïdjan et au Kazakhstan. Les réserves gazières présentes constituent pour leur part, environ 7 à 10 % des réserves mondiales et se situent principalement au Turkménistan. Aucune des républiques ne disposant d'un accès direct à la mer, la question de l'évacuation du gaz et du pétrole se pose avec acuité. L'enclavement crée une situation de dépendance quasi incontournable à l'égard des pays voisins, qui constituent des périphéries successives. La première d'entre elles est formée par les riverains de la Caspienne ; la Russie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Iran. La deuxième concerne les pays de la région susceptibles de voir transiter les oléoducs et les gazoducs. Il s'agit de la Turquie, de l'Iran, de l'Arménie, de la Géorgie, de l'Afghanistan, du Pakistan, de l'Ouzbékistan et de la Chine. Enfin, le troisième cercle comprend les mers susceptibles de relier les gisements de la Caspienne aux centres économiques mondiaux, notamment la mer Noire, le golfe Persique, la Méditerranée, l'Océan Indien et la mer de Chine[43]. De grandes manœuvres ont été entreprises dès les années 90 au sujet des modalités d'exploitation des dites richesses et des conditions de leur évacuation. Les enjeux pour les Etats-Unis y sont considérables, désireux d'accéder à de nouveaux gisements pour diminuer leur

[41] Si les Etats-Unis tentent de réduire l'influence russe en Asie centrale, il y a un dialogue énergétique entre les deux Etats, afin de rendre la Russie fournisseur stratégique des Etats-Unis en pétrole. Il y a d'une part une volonté des Etats-Unis de contenir la Russie en Asie Centrale, mais d'autre part une volonté des Américains d'encourager la Russie de développer ses exportations de brut vers l'Ouest, plutôt que vers l'Asie, plus particulièrement vers la Chine. L'objectif des Américains est clair : devenir de moins en moins dépendant de la région du Golfe et en particulier de l'Arabie Saoudite, dont la monarchie est isolée et fragile. Russes et Américains ont en outre plus au moins une perception commune de la menace de l'islamisme radical. Il y a, enfin, une volonté américaine et russe de freiner les vues expansionnistes chinoises.

[42] Selon la majorité des études la production dans la région devrait atteindre pour 2010 entre 3.5 et 4.5 millions de barils par jour.

[43] Chauprade, A., *Introduction à l'analyse géopolitique*, *op.cit*, p.70.

dépendance par rapport à la région du Golfe. Les Etats-Unis entendent par conséquent s'opposer au monopole russe sur les oléoducs et gazoducs et garantir la sécurité de ces derniers[44].

A preuve l'oléoduc « BTC », qui part de Bakou (Azerbaïdjan) passe par Tbilissi (Géorgie) pour atteindre finalement le port méditerranéen de Ceyhan (Turquie), avec une déviation sur le port géorgien de Batoumi en Mer Noire[45]. Pour la Turquie, encouragée dans sa démarche par Washington, l'objectif est de devenir le principal débouché des richesses en hydrocarbures de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan. Pour réduire les chances des projet d' oléoducs russes (Novorossisk/ Rostov-na-Donu[46]) la Turquie a imposé des restrictions au libre passage des navires-citernes dans le Bosphore, qui contrôle la sortie de la Mer Noire. L'ultime objectif d'Ankara demeure de limiter le transport du pétrole par l'itinéraire russe, en lui substituant la route de la Méditerranée qui présente selon la Turquie plusieurs avantages[47]. Le port de Ceyhan offre l'infrastructure nécessaire. L'acheminement par la Turquie est moins cher que le tracé par Novorossisk. La réduction du trafic par le Bosphore diminue les risques d'une catastrophe écologique. Et, enfin, la sécurité des installations sera assurée par l'OTAN. Grâce aux royalties de transit, l'oléoduc devra rapporter plusieurs dizaines de millions de dollars par an aux pays qu'il traverse. Tout bénéfice donc pour l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Pour les Etats-Unis, en évitant l'Iran et la Russie, l'oléoduc désenclave le pétrole de la Caspienne. De plus, en diversifiant les sources d'approvisionnement, il permet aux Etats-Unis de s'affranchir un peu plus du Golfe. Le 25 mai 2005 le BTC a été inauguré officiellement [Le BTC entrera en fonction qu'un an plus tard (coût 4 milliards de dollars)][48]. Lors de l''inauguration de l'oléoduc le président Nazarbaïev, a suggéré d'ajouter le nom du port caspien d'Aktaou à celui du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, laissant ainsi entendre qu'Astana utiliserait cet itinéraire pour transporter son brut[49]. L'accord-cadre du 16 juin 2006 entre l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan réaffirme que ce dernier exportera une partie de son pétrole (champ de Tengiz et gisement off-shore de Kashagan, le plus grand découvert ces dernières années) par le BTC. Dans un premier temps le

[44] Un exemple de concurrence que se livrent par exemple la Russie et les Etats-unis, concerne la sécurité de la Mer caspienne. Le programme Caspian Guard, a été mis en place entre les Etats-Unis, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan fin 2003 pour lutter contre le terrorisme, les trafics de stupéfiants et la prolifération d'armes de destruction massive dans le bassin de la Mer Caspienne. Les Etats-Unis ont d'ailleurs mis en place deux stations mobiles de radar dans le nord et le sud du pays pour surveiller la mer Caspienne. La Russie a proposé pour sa part en 2006 la CASFOR, une sécurité collective multinationale pour la Mer Caspienne, ayant les mêmes objectifs que le Caspian Guard (Rovshan Ismayilov, « L'Azerbaïdjan doit choisir son camp dans le « grand jeu » Russie-USA en Mer Caspienne », in *Le Courrier du Caucase*, 16 février 2006). Ici encore, la Russie veut reprendre ses positions perdues depuis la fin de la guerre froide. Cela étant cette initiative ne verra le jour que si le conflit concernant les eaux territoriales des cinq pays riverains de la Mer Caspienne est résolu.

[45] La région séparatiste d'Ajaria et son port de Batoumi est d'une importance géoéconomique grande pour Tbilisi, aussi bien pour le pétrole que pour les exportations arméniennes qui transitent par cette région.

[46] Villes russes le long de la Mer Noire.

[47] Dolay, N., « Grandes manoeuvres pétrolières dans le Caucase », *Le Monde Diplomatique*, juillet 1995.

[48] L'opérateur BP (30,1%), la compagnie pétrolière nationale d'Azerbaïdjan SOCAR (25%), la compagnie américaine Unocal (8,9%), Norway's Statoil (8,7 %), le turc TPAO (6.5%), l'italien ENI (5%), le français Total (5%), ConocoPhillips (2,5%), Amerada Hess (2,35 %), la société japonaise Itoku (3,4%) et Inpex (2,5 %).

[49] Beliaev, A., « La Russie va devoir exporter son brut au sud », *RIA Novosti*, 20 juin 2006.

pétrole serait transporté par navire vers Bakou, ensuite pourrait être construit un oléoduc sous la Caspienne (rentable à partir de 20 millions de tonnes, transportés par an)[50] à partir de Kashagan (Kazakhstan). Cette voie « ABTC » formerait une seconde voie d'exportation pour le champ de Tengiz concurrençant l'oléoduc russe Caspian Pipeline Consortium (Tengiz-Novorossisk), mais paradoxe construit majoritairement par des compagnies occidentales.

Cela dit, le BTC traverse des zones de peuplement kurde à risques, tout comme les régions instables de l'Abkhazie et du Nagorno-Karabakh[51], sans parler des régions séparatistes en Géorgie. Or, tous ces mouvements bénéficient du soutien de la Russie, qui pourrait très bien les pousser à saboter cette voie économique. Ces possibles menaces n'ont toutefois pas empêché les trois pays de construire un gazoduc, dit « BTE » (Bakou-Tbilissi-Erzerum). Le gaz de la Caspienne, en particulier le champ de Shah Deniz (Azerbaïdjan), sera de cette façon convoyé de Bakou, par Tbilisi à Erzurum (Turquie orientale) ouvrant ainsi une nouvelle source d'approvisionnement, évitant les gazoducs russes. Le gazoduc pourra ainsi aider la Géorgie à réduire sa dépendance quasi totale en matière de gaz naturel vis-à-vis de la Russie.

Concernant cette voie l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan discutent toujours, malgré l'accord de mai 2007 entre la Russie, le Kazakhstan et le Turkménistan[52] d'un projet transcaspien de gazoducs et oléoducs, soutenu par l'Europe et les Etats-Unis, sous la Mer caspienne prolongeant le BTC et le BTE vers le Kazakhstan et pour le BTE également vers le Turkménistan. Aujourd'hui, il apparaît cependant peu probable que ce dernier devienne réalité un jour. Cela étant, le Turkménistan resterait intéressé par le gazoduc transcaspien[53].

## Le retour de la Russie : « L' étranger proche » et Gazprom

En réaction aux tentatives américaines d'endiguement et de pénétration dans des sphères traditionnellement pro-russes, le retour de la Russie dans son arrière-cour ne s'est pas fait attendre. La Russie intensifie ses efforts pour renforcer ses positions géopolitiques en Asie centrale. Elle veut à nouveau jouer un rôle majeur dans son « étranger proche ». Aussi, la doctrine Ivanov datant d'octobre 2003, du nom du ministre de la Défense Sergei Ivanov, retient comme principale menace l'expansion d'influences externes et la présence de forces étrangères à ses frontières. Si officiellement, les Russes visent l'islamisme radical, ils ciblent également les Etats-Unis. D'ailleurs ces dernières années, les Russes ont conclu ou reconduit des accords militaires avec l'Ouzbékistan, le

---

[50] Selon certaines estimations le Kazakhstan devrait exporter 50 millions de tonnes par an d'ici 2015.

[51] Analytis, M., « Le projet d'oléoducs Bourgos- Alexandroupolis », in *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 411, août 1996, pp.46-47.

[52] Accord énergétique visant a étendre le gazoduc Prikaspiisky vers la Russie le long de la mer caspienne à travers le Kazakhstan.

[53] Lors de la visite de l'amiral W. Fallon, commandant en chef de CENTCOM, fin juin 2007 le président Berdymoukhammedov s'est prononcé en faveur de la participation du Turkménistan à la construction du Gazoduc transcaspien.

Kirghizstan, le Tadjikistan et le Kazakhstan. D'une manière générale, cela fait plusieurs années que la Russie, à travers Gazprom essaie en outre de reprendre pieds dans son « étranger proche »[54]. Gazprom a signé par exemple un accord qui prévoit des investissements russes à hauteur de 1,5 milliard de dollars dans le secteur énergétique avec l'ouzbek Uzbekneftegaz pour exploiter les réserves gazières d'Ustyurt et ce pour une durée de 25 ans[55]. Moscou a également conclu des accords avec les sociétés kazakhs, turkmènes et ouzbèks avec comme objectif de contrôler un maximum de gazoducs et oléoducs et carrefours énergétiques en Asie centrale. La Russie a également fait des efforts soutenus en vue de prendre le contrôle des infrastructures énergétiques du Caucase à travers ses conglomérats énergétiques russes, parmi lesquels Rosneft et Gazprom, l'objectif avoué étant de placer les Etats du Caucase dans une situation de dépendance économique[56], mais les Etats de la région résistent comme nous le verrons tant bien que mal. D'ailleurs l'Arménie a succombé aux pressions de Gazprom en avril 2006, concluant un accord donnant au gazier russe une majorité des parts de la société arménienne ArmRosGazprom ainsi que le contrôle sur une partie du gazoduc future entre l'Arménie et l'Iran[57].

Cela étant la volonté dans la région de se défaire de la dépendance énergétique russe continue. Afin de s'affranchir de l'influence russe dans la région, l'Ukraine tente aujourd'hui à son tour d'entrer dans le jeu énergétique. Au début des années 90, le gouvernement ukrainien avait fait construire un oléoduc Odessa-Brody pour transporter le pétrole caspien extrait d'Asie centrale. Kiev manifeste la volonté de construire un nouvel oléoduc sous la mer Noire, reliant ainsi Soupsa (Géorgie) à Odessa (Ukraine). En attendant, les navires-citernes transportent le pétrole caspien jusqu'au terminal de Pivdennyy près d'Odessa, d'où il aurait dû transité par oléoduc jusqu'à Brody. De là, il aurait ensuite dû être prolongé en direction, par exemple de la frontière polonaise (Plock)[58]. Le projet déjà plusieurs fois discuté a connu un arrêt fin 2006, quand il a été décidé que l'oléoduc continuerait à servir de Brody à Odessa et non dans le sens inverse. Mais la Pologne, la Georgie, et l'Ukraine sont revenus à la charge en mai 2007 et n' ont toujours pas abandonné le projet Odessa – Brody-Gdansk.

---

[54] Il est intéressant à ce propos de lire les thèses défendues par l'école eurasiste, et en particulier les écrits d'A. Dougine.

[55] Renaud F., « Asie centrale : l'axe énergétique Moscou-Tachkent se renforce », 31/01/2006 (www.caucaz.com).

[56] « L'Azerbaïdjan déjoue la tentative russe de contrôler les routes énergétiques du Caucase **»** , Dépêche publiée le 18/03/2006, par Jean Granoux, d'après l'analyse par Eurasianet du rapport de Global Market Briefings "Les intérêts énergétiques de la Russie en Azerbaïdjan".

[57] Ritter, L. « Moscou renforce son contrôle énergétique sur l'Arménie », *Caucaz.com*, 11/04/2006.

[58] Il existerait un tracé moins onéreux et plus court qui passerait par les Balkans. Le *pipeline* traverserait l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie pour atteindre la Méditerranée à travers l'Adriatique. Cette solution pourrait être également retenue par les Américains. L'oléoduc des Balkans (912 km), partant du port de Burgas (Bulgarie) vers Vlore sur la mer Adriatique (Albanie) en traversant la Macédoine a été lancé fin décembre 2004 et devrait être opérationnel d'ici 2008. Le coût est estimé à 1.2 milliards de dollars et il devra transporter quotidiennement 750 000 barils. Ce nouveau tracé permet d'éviter le Bosphore et les Dardanelles.

Le combat des oléoducs ne s'arrête pour autant pas là, les Russes ayant proposé un oléoduc Bourgas-Alexandroupolis (Bulgarie-Grèce). La Russie mise sur le port de Novorossisk pour se projeter via la Bulgarie et la Grèce dans la mer Egée et la Méditerranée. Après de longues tergiversations la Russie, la Bulgarie et la Grèce ont annoncé en septembre 2006 la construction de l'oléoduc (280 km) reliant la Mer Noire à la Mer Egée ce qui permettra de déboucher le Détroit du Bosphore. Il devrait entrer en fonction en 2009[59].

Dans le domaine du gaz, l'accord tripartite entre la Russie, le Kazakhstan et le Turkménistan de mai 2007 risque bien de compliquer le projet européen « Nabucco », signé à Vienne fin juin 2006 et comprenant l'Autriche, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et la Turquie. Il s'agit d'un tracé de 3500 km allant de la Turquie à l'Autriche (d'Erzurum à Baumgarten) et dont la construction doit débuter en 2007. Le coût est estimé à 4.5 milliards d'Euros et son entrée en fonction est prévue en 2010[60]. Le trajet devrait, s'il se réalise être le premier de la Caspienne vers l'Europe sans passer par la Russie (et/ ou Gazprom). La viabilité du gazoduc apparaît aujourd'hui reposer plus sur le gaz iranien qui devrait se brancher sur Nabucco, que celui sur la Caspienne[61]. La société russe Gazprom a en outre déjà entamé sa politique de neutralisation du projet en voulant brancher le gazoduc Blue Stream[62] à Nabucco, à travers en particulier la Hongrie en proposant une alternative par le biais d'un prolongement de Blue Stream[63]. Aussi bien le gouvernement hongrois que la société énergétique nationale MOL, privilégient le projet de Gazprom. Cela étant, Gazprom et ENI ont annoncé fin juin avoir conclu un projet pour la construction d'un gazoduc de 900 km sous la Mer Noire (South Stream) vers la Bulgarie (ensuite suivra un embranchement vers l'Autriche et la Slovénie et un autre vers l'Italie, remettant encore une fois en question Nabucco, mais également le projet turco-russe Blue Stream II (vers l'Europe du sud et Israël[64]) et évitant la Biélorussie et l'Ukraine[65]. Le coût et la faisabilité du projet n'ont cependant pas encore été évalués[66]. Affaire à suivre…

Il est également intéressant de mentionner deux autres projets russes qui montrent bien les enjeux en jeu. Primo, la construction du pipeline nord-européen (NEGP/ North European Gas Pipe/ North Stream), financé par Gazprom et les allemands E.ON et BASF, sur près de 3.000 km, dont 1.189 km sous la mer Baltique desservira l'Allemagne via la Baltique (Vyborg-Greifswald) d'ici 2010. Il

[59] « Accord tripartite : Feu vert au pipeline Bourgas-Alexandroupolis », *Ria Novosti*, 15 mars 2007.

[60] Le consortium comprend cinq compagnies nationales de gaz ayant chacune 20% des actions.

[61] L'accord sur le lancement du chantier du gazoduc Nabucco a été signé le 25 juin 2007 par les ministres de l'énergie turc, bulgare, roumain, hongrois et autrichien.

[62] Les Russes ont également construit le projet Blue Stream, un gazoduc partant de Izobilnoye (Russie) vers Ankara (Turquie), en passant sous la Mer Noire et construit par Gazprom et ENI.

[63] Nougayrède, N., « Energie : la Russie et l'Europe rivalisent en Asie centrale », *Le Monde*, 14 mai 2007.

[64] Gazprom a cependant déclaré vouloir continuer avec le projet direction Israël.

[65] Le gaz fourni viendrait d'Asie centrale et de Sibérie.

[66] « Ankara se sent menacé par l'accord Gazprom-Eni sur la construction du gazoduc South Stream », *Ria Novosti*, 26/ 06/ 2007.

permettra à la Russie de contourner les pays de transit, en particulier l'Ukraine, la Pologne et la Biélorussie. Pour les Russes, il est primordial de faire passer leurs gazoducs par d'autres tracés que ceux de leurs ex-satellites pour atteindre les marchés ouest européens, afin d'éviter tout chantage de la part des premiers, qui pourraient bloquer le transit. Secundo, l'Algérie et la Russie concluront en mars 2006 un accord de 7.5 milliards de dollars sur la vente d'armements qui sera financé partiellement par la participation de Gazprom dans le secteur gazier algérien. Or l'Algérie est la seule source alternative viable pour l'Europe pour se défaire de sa dépendance envers la Russie[67]. Le Kremlin n'hésite plus par ces manœuvres à utiliser ses exportations d'énergie pour exercer des pressions politiques sur ses voisins.

Moscou a donc un objectif bien déterminé : devenir le centre de l'approvisionnement mondial en matière pétrolière et gazière. Mais, le Kremlin n'a ni la technologie, ni les capitaux nécessaires pour exploiter ses nombreux champs[68]. Quant aux pertes et gaspillage dans le secteur il s'élèverait à 30 % selon certains experts. Par conséquent, la Russie importe et exporte à la fois du gaz. Son intérêt pour l'Asie centrale n'est pas uniquement géostratégique, mais également tout simplement économique. Elle dépend des importations venant d'Asie centrale pour honorer ses contrats d'exportations à long terme.

## Et quid de la Chine, de l'Inde et du Japon ?

L'enjeu des « tubes » ne se limite pas à l'Ouest de la Caspienne, mais concerne également l'Est. La fin de l'URSS aidant, la Chine a vu avec une grande méfiance le démantèlement de l'Empire soviétique en Asie centrale. Par contagion l'accession à l'indépendance des cinq Etats musulmans de l'ex-URSS relancera les velléités indépendantistes des populations musulmanes du Xinjiang. Aussi, les deux premiers soucis de Pékin, afin de neutraliser dès le départ la sympathie pro-ouïghoure des nouveaux Etats indépendants, ont été d'une part de clore les contentieux sur l'ancienne frontière soviétique et, de l'autre, de renforcer sa coopération technique et commerciale avec les nouveaux Etats indépendants. C'est ce qu'on appellera la diplomatie du « pourtour ». Dans la pratique, la stratégie sera celle d'une pénétration économique graduelle de l'espace de l'Asie centrale. En nouant des relations amicales avec les Etats de ladite région, la Chine parvient à ses buts le 24 avril 1997, par la signature d'un accord aux termes duquel les Etats voisins d'Asie centrale s'engagent à lutter contre tout activisme ouïghour sur ou à partir de leur sol, en échange d'un renforcement de leurs liens économiques avec la Chine[69]. L'objectif principal est donc de garantir contre les forces islamistes

[67] Si fin juin, le Conseil européen a approuvé une stratégie commune envers l'Asie centrale, en particulier en matière énergétique, on peut se demander si, cette politique n'arrive pas trop tard.

[68] Le fait que Total (préféré à ConocoPhillips et Statoil) signera d'ici peu un accord avec Gazprom (une participation à hauteur de 25%) pour l'exploitation du gisement de Chtokman, mer de Barents, signifie peut-être un changement de la politique énergétique, les Russes réalisant qu'il n'ont pas nécessairement le savoir-faire nécessaire pour exploiter leurs gisements dans certaines régions. Gazprom restera toutefois propriétaire du gaz produit et décidera à qui il sera vendu. (Kramer, A., "French Oil Giant Agrees to Work on a Russian Natural Gas Project", in *The New York Times*, July 13, 2007)

[69] Dombrowsky, P., « La conflictualité en Asie médiane : Analyse stratégique », in *Revue Stratégique*, n° 70-71, 1998 (http://www.stratisc.org/strat/ strat_7071. htm).

radicales, la stabilité de toute l'Asie centrale par la croissance et l'interdépendance économique régionale[70]. Ce n'est toutefois pas l'unique objectif, la Chine estime que les richesses pétrolières de l'Asie centrale pourraient s'avérer vitales pour son développement économique. Ses réserves n'étant pas suffisantes, Pékin n'a pas d'autres choix que de se tourner vers les marchés mondiaux. Or, l'influence de la Chine au Moyen-Orient étant actuellement encore limitée, ce sont les gisements de la Caspienne qui représentent naturellement une alternative intéressante. L'intégration de l'industrie pétrolière d'Asie centrale aux marchés chinois est donc prioritaire pour la Chine. Une situation qui s'est concrétisée par la signature en 1997 d'un contrat entre le Kazakhstan et la Chine. Pékin s'engage à construire un oléoduc de 4 000 km reliant la mer Caspienne à sa frontière ouest et à développer certains gisements kazakhs (Uzen et Aqtobe). Ce n'est cependant qu'au mois de mai 2004, après plusieurs années de négociations, que la Chine et le Kazakhstan ont enfin signé l'accord pour la construction d'un premier tronçon. En novembre 2005, la Kazakhstan's National Petroleum and Natural Gas Co et la China National Petroleum Corp[71] ont annoncé la fin des travaux de construction du pipeline Atasu-Alashankou, long de 1000 km. Si pour la Chine cet oléoduc garantit une source énergétique, elle permet au Kazakhstan de s'affranchir de sa dépendance face à la Russie pour atteindre les marchés mondiaux. L'intérêt chinois ne se limite évidemment pas uniquement au Kazakhstan. En 2004 la CNPC et l'ouzbèk Uzbekneftegaz signent un contrat de coopération dans les domaines pétrolier et gazier. Depuis que les Etats-Unis ont quitté l'Ouzbékistan[72], la relation entre Tachkent et Pékin n'a fait que se renforcer : accord entre Uzbekneftgaz et Sinopec en août 2005 pour l'exploration de gisements dans la vallée de Ferghana ; accord entre CNPC et Uzbekneftgaz en juin 2006 pour l'exploration de blocs de champs de gaz dans la région de la Mer d'Aral[73]. Pékin est également intéressé par le Turkménistan. La visite, en avril 2006 du Président turkmène Niazov à la Chine a d'ailleurs été marquée par la signature d'un accord aux termes duquel le Turkménistan s'engage à fournir 30 milliards de m3 de gaz par an pendant trente ans. La Chine a décidé dès lors d'installer des gazoducs pour transporter le gaz du Turkmenistan jusqu'à Guangzhou, centre économique du sud de la Chine. Les deux pays s'accorderont également dans un approfondissement de leur collaboration contre les Ouïghours de la province chinoise Xinjiang[74].

Remarquons dès lors, avec C. Constantin, que l'intérêt de la Chine pour la région se mesure en termes de milliards de dollars et s'inscrit dans une tendance des compagnies pétrolières nationales chinoises d'acquérir et d'administrer directement les exploitations pétrolières étrangères qui fournissent la Chine en hydrocarbures. Ceci de manière à se protéger contre tout éventuel embargo

[70] La bonne relation entre les pays de l'Asie centrale et la Chine a d'ailleurs permis à cette dernière de redéployer sur d'autres théâtres les forces autrefois allouées au contrôle des frontières avec l'Union soviétique.

[71] La Compagnie nationale des pétroles chinois (CNPC) a en outre déboursé plus de 4 milliards de dollars pour le kazakhe Dostyk.

[72] Cf. supra

[73] Kellner, T., « La tranquille montée de la Chine en Asie centrale », in La revue internationale,hiver, n°64, 2006/07.

[74] La Libre Belgique, mars 2006 et Quotidien du Peuple, septembre 2006.

ou toutes autres formes de crises pétrolières[75]. L'Asie centrale représente, enfin pour la Chine un intérêt stratégico-militaire. La Chine compte surtout sur l'Organisation de Coopération de Shanghai, déjà mentionnée et attache également une grande importance à la Coopération centrasiatique (Central Asia Regional Economic Cooperation). Fondée en 1997 pour promouvoir l'intégration économique de l'Asie centrale et résoudre les nombreux différents qui opposent les pays de la région, l'organisation rassemble aujourd'hui le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, la Chine, la Mongolie, l'Azerbaïdjan et l'Afghanistan[76].

L'Inde a également fait son apparition en Asie centrale, en particulier au Tadjikistan par des accords de coopération militaire pour former l'armée tadjike, et en Afghanistan. Face à l'intégration de l'Afghanistan dans le Central Asia Regional Economic Cooperation et celui probable dans l'Organisation de Coopération de Shanghai, l'Inde a encouragé l'adhésion de l'Afghanistan à l'Association sud-asiatique de coopération régionale[77]. Chose qui se réalisera en novembre 2005. L'Inde et l'Afghanistan ont également renforcé leurs liens bilatéraux. L'Afghanistan voit dans ce rapprochement une façon de presser le Pakistan à mieux lutter contre les différentes tribus de son côté de la frontière. L'Inde voit pour sa part sa présence en Asie centrale comme une manière de contrer les mouvements islamistes radicaux, mais surtout de contrer si nécessaire la Chine et le Pakistan. Ici, encore, l'intérêt est également économique. Afin de garantir sa sécurité énergétique l'Inde a par exemple passé avec le Kazakhstan en 2002 des accords d'exploitation des hydrocarbures dans le Nord de la Caspienne en échange de joint ventures dans le domaine des technologies de l'information et de la modernisation des forces armées kazakhes. L'Inde est également impliqué dans le projet TAPI. A l'origine le projet concernera uniquement le Turkménistan, l'Afghanistan et le Pakistan (TAP), mais sera soutenu par les Etats-Unis. L'objectif était d'évacuer du gaz turkmène par l'Océan Indien, sur la côte pakistanaise via l'Afghanistan. Ce tracé répondait à trois exigences américaines : 1) assurer une route directe d'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne, où les compagnies américaines ont investi massivement ; 2) permettre aux Etats-Unis de contrôler cette exportation vers le sous-continent indien en la soustrayant aux tourmentes caucasiennes et russes ; 3) enlever ce marché à l'Iran. Ce projet datant des années 90, n'a jamais pu se réaliser durant le régime des Taliban. Depuis l'intervention américaine en Afghanistan, le projet est toutefois à nouveau à l'étude. Un accord entre le Turkménistan, le Pakistan et l'Afghanistan sera d'ailleurs signé le 30 mai 2002. Il porte sur une étude de faisabilité et sur la recherche de financements pour ce gazoduc d'une longueur de 1 500 km de long. Le projet a depuis lors peu avancé, en outre à cause de

[75] Constantin, C., « Le nouveau front occidental : tenants et aboutissants de la politique chinoise en Asie centrale », in *Note de Recherche du CEPES*, numéro 9, 1999 (http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes/notes /note9.html).

[76] Remarque : Les rivalités entre les Etats membres à propos des questions frontalières et des matières premières prennent souvent le dessus sur une vraie collaboration et intégrations des différentes économies.

[77] Fondée le 8 décembre 1985, cette organisation régionale (South Asian Association for Regional Cooperation/SAARC) regroupe aujourd'hui huit pays : l'Inde, le Bangladesh, le Bhoutan, les Maldives, le Népal, le Pakistan, l'Afghanistan et le Sri Lanka (le Japon et la Chine ont un statut d'observateur). Elle se donne comme objectif de renforcer la croissance économique, le développement et la stabilité. Dû aux tensions entre l'Inde et le Pakistan l'organisation n'a jusqu'à présent pas vraiment pris son envol dans le domaine politique. Dans le domaine économique par contre il y a depuis le 1er janvier 2006 une zone de libre-échange entre les sept pays.

son trajet qui passe par la région pakistanaise du Balûchistân, très instable. Depuis fin 2006 un trajet redessiné, plus long de 500 km, soutenu par la Banque de Développement Asiatique, inclut également l'Inde[78], afin de le rendre rentable (TAPI) et devrait être construit en trois ans. Ici encore l'instabilité en Afghanistan et dans la région frontalière du Pakistan pourrait retarder la réalisation du projet, sans oublier les tensions entre l'Inde et le Pakistan. Le projet TAPI est en outre fortement concurrencé par l'accord conclu entre Gazprom et le Turkménistan en mai 2007.

Pour accroître son influence dans la région, le Japon a, de son côté lancé l'initiative Central Asia Plus Japan. Cette dernière se donne comme objectif de contrer l'Organisation de coopération de Shanghai, bien qu'elle mette principalement l'accent sur l'économie et que le Japon n'est pas une puissance limitrophe à l'Asie centrale. En 2006 les n°1 du secteur pétrolier japonais, Inpex Corp et n° 3 Teikoku Oil Co, fusionneront d'ailleurs pour devenir Inpex Holding[79] afin de pouvoir concurrencer les grosses multinationales sur le plan internationale et donc en Asie centrale. L'objectif est clair : importer 40%, au lieu des 15% actuels, des besoins énergétiques pétroliers à partir de producteurs japonais (Hinomaru Oil) d'ici 2030[80]. Dans ce contexte, le gaz et le pétrole de l'Asie centrale et de Sibérie[81] sont pour Tokyo d'un grand intérêt.

## L'UE : la grande absente ?

On a mentionné précédemment la volonté de Gazprom (et donc de la Russie) par le North Stream, le South Stream et les contrats avec l'Algérie d'encercler l'UE afin de la rendre dépendante du gaz russe. Aussi la question qui se pose est de savoir s'il existe une politique européenne envers le Caucase et l'Asie centrale afin de reprendre l'initiative. Le dernier élargissement de l'Union européenne fait de surcroît que cette dernière se rapproche géographiquement de plus en plus de zones à risques (Balkans, Mer Noire, Caucase, Asie centrale) et des sphères d'influence d'autres puissances. L'Union européenne a lancé en avril 2007 une nouvelle initiative régionale, « synergie Mer Noire » avec les pays limitrophes de la Mer Noire dans le cadre de sa Politique européenne de voisinage (PEV). Elle est conçue pour accorder les politiques dans les domaines tels que la bonne gouvernance, la circulation des personnes et la sécurité, l'énergie, les transports, l'environnement, la politique maritime, la pêche, l'éducation, la science, etc. L'initiative apparaît donc dans les faits plus comme une volonté de coordonner une série de politiques (déjà présentes dans le cadre de la PEV)

[78] L'Inde y voit une alternative possible au projet du gazoduc Iran- Pakistan-Inde, fortement critiqué par Washington.

[79] 30% est dans les mains du gouvernement japonais.

[80] Masaki, H., "Japan's quest for Bigger Oil", in *Asia Times*, April 3, 2007.

[81] Le pipeline de Taishet (Sibérie) à Perevoznaya (Pacifique) d'une longueur de 4 300 km devrait fournir le Japon d'ici quelques années. Lors du sommet du G8 à St-Petersbourg en juillet 2006, le Président Poutine et le Premier ministre Koizumi confirmeront la volonté de privilégier ce projet. Ce nouvel oléoduc, qui ne passe par la Chine mais dont on prévoit un embranchement vers cette dernière, fournira du pétrole au Japon et aux Etats-Unis. Le premier tronçon, dont le coût est estimé à 6.5 milliards de dollars ira de Taishet (région d'Irkutsk) à Skovordno (région d'Amur). Le Japon participe en outre à la construction du plus grand complexe de gaz naturel à Sakhalin (Korsakov).

plutôt qu'une redéfinition de son approche envers la Mer Noire[82]. Bien que cette initiative complète, les initiatives déjà existantes du partenariat euro méditerranéen et de la dimension nordique, elle apparaît trop peu ambitieuse par rapport aux enjeux[83].

En Asie centrale, outre une aide financière plutôt modérée, l'Europe a lancé une série de programmes dans le secteur sécuritaire : *Border Management Program in Central Asia* (*BOMCA*), *Central Asia Drug Assistance Program* (*CADAP*). L'Union européenne nommera également un représentant spécial pour l'Asie centrale en 2005 (Jan Kubis). Cela étant, l'UE n'a pas vraiment de politique envers cette région et cela malgré les derniers efforts de la présidence allemande pour s'engager en Asie centrale. Lors du dernier sommet du Conseil européen de juin 2007, les 27 ont en effet adopté une nouvelle politique envers l'Asie centrale : « Le Conseil européen a adopté une stratégie de l'UE pour un nouveau partenariat avec l'Asie centrale. Cette stratégie constituera le cadre global des relations entre l'UE et l'Asie centrale, notamment dans les domaines des droits de l'homme, de l'État de droit, de la bonne gouvernance et de la démocratie, de l'éducation, du développement économique, des échanges et des investissements, de l'énergie et des transports, des politiques environnementales, de la migration et du dialogue interculturel. Cette stratégie définit les priorités de l'UE en matière de coopération avec l'ensemble de la région, mais sa mise en oeuvre sera adaptée aux besoins propres à chaque État d'Asie centrale et aux résultats déjà obtenus. Le Conseil européen demande au Conseil et à la Commission d'examiner régulièrement les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la stratégie et de lui présenter un premier rapport sur l'état des travaux d'ici la mi-2008 »[84]. Cela étant nous pouvons nous demander si ce n'est pas trop peu, trop tard. En particulier quand on met cette politique en parallèle à la politique énergétique européenne. Malgré le « livre vert » sur l'énergie, publié par la Commission européenne, chaque pays européen joue plutôt sa propre carte. Outre les exemples mentionnés précédemment, on peut citer celui très éclairant de l'Autriche[85]. En septembre 2006, l'Autriche et Gazprom concluront un contrat de longue durée (20 ans). Gazprom fournira 80% de la demande autrichienne de gaz durant les 20 années à venir. D'ici 2011, Gazprom aura en outre construit la seconde facilité de stockage de gaz d'Europe centrale près de Salzbourg. Gazprom a également conclu un accord avec l'autrichien OMV Gas International, ce qui lui donnera accès au réseau gazier qui contrôle le transport en Europe centrale[86]. Un dernier exemple concerne la Pologne, qui dépend quasi entièrement pour ses

[82] « Synergie mer Noire – rapprocher la région de l'UE », IP/07/486, Communiqué de Presse, Commission européenne, 11 avril 2007.

[83] L'Europe a également l'intention de demander le statut d'observateur auprès de l'organisation de coopération économique de la mer Noire (BSEC).

[84] Conseil européen de Bruxelles - 21 et 22 Juin 2007 – Conclusions de la présidence.

[85] Cf. Supra les exemples de MOL (Hongrie), d'ENI (Italie), de BASF (Allemagne) et Nabucco.

[86] Bhadrakumar, M K,"A pipeline into the heart of Europe", in *Asia Times*, June 30, 2007.

importations de gaz de la Russie. Elle tente aujourd'hui de renforcer sa coopération avec la Norvège et le Caucase, alors que l'Allemagne à travers le *North Stream* fleurte avec la Russie[87].

## Conclusion

Avec la Russie au Nord, le Moyen-Orient au Sud, les pays industrialisés à l'Ouest et les économies en plein essor en Asie du Sud-Est à l'Est, l'Asie centrale et le Caucase se retrouveront à l'avenir au cœur d'une lutte économique et stratégique acharnée. Du conflit actuel autour des différents tracés d'oléoduc et gazoduc dépendra également les nouveaux corridors de commerce[88]. En définitive, la lutte pour toute cette région est un jeu à plusieurs facettes : il inclut des enjeux stratégiques, géopolitiques et économiques qui concernent un grand nombre de puissances, aussi bien régionales que mondiales, tout comme des acteurs transnationaux tels que les multinationales et mouvements radicaux. Aussi, est-il à craindre qu'on ne soit qu'au début d'une longue recomposition historique de la région. Il est par conséquent évident que les Etats-Unis et les autres grandes puissances devront trouver un modus vivendi (co-gestion) dans la région. Dans le cas contraire des tensions ne sont pas à exclure soit directement, soit indirectement (par proxi).

[87] La Pologne y voit une répétition du pacte Ribbentrop-Molotov conclu entre l'Allemagne et la Russie en août 1939.

[88] Wyatt Jr, O., "Geopolitics of Oil in the twenty First Century", discours tenu à la Conférence sur le Pétrole et le Financement, Londres, 2 novembre 1995.

# CDSA

**Center for Defence & Strategic Assessment**

*Le CDSA est un organisme de consultance dont les activités principales de recherche et d'analyse s'articulent autour de diverses thématiques fondamentales dont :*

*La géopolitique, la géostratégie et la géoéconomie*

*Les relations entre les grandes puissances*

*La politique étrangère des Etats-Unis*

*Le terrorisme*

*Les menaces asymétriques*

*La prise de décision*

*Les questions de défense et de sécurité*

*La privatisation de la sécurité*

*Visitez notre site Internet*
*http://www.cdsa-consult.org*

*Pour plus de renseignements, adressez-vous à :*

*Tanguy Struye de Swielande*
*Avenue de Tervuren, 66C, bte 57, 1040 Bruxelles*
*Téléphone/Fax : ++3227367377*
*Mobile : ++32476348537*